



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Meilhards (19)

N° MRAe 2019DKNA183

dossier KPP-2019-8269

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et du 30 avril 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le maire de la commune de Meilhards, reçue le 3 mai 2019, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 3 juin 2019 ;

Considérant que la commune de Meilhards, 511 habitants en 2013 sur un territoire de 4499 hectares et ne disposant pas de document d'urbanisme, souhaite se doter d'un plan local d'urbanisme (PLU) ;

Considérant que, dans un contexte de baisse continue de la démographie depuis cinq décennies, tendant à se stabiliser depuis les années 2000, la commune envisage une croissance de 18 habitants d'ici 2030 ;

Considérant que les besoins nécessaires à l'accueil de cette population sont estimés à 10 logements, auxquels s'ajoutent la création qui paraît à ce stade surévaluée de 27 logements pour répondre au phénomène de desserrement des ménages, et de 14 résidences secondaires (qui représentent aujourd'hui 27 % du parc de logements), soit un total de 51 constructions ;

Considérant que la consommation foncière pour l'atteinte de ces objectifs est estimée, hors rétention foncière, à environ 7,4 hectares, soit une densité de 7 logements par hectare quand entre 1999 et 2013 elle était de l'ordre de 2 logements par hectare ;

Considérant que les zones ouvertes à l'urbanisation sont situées dans les espaces déjà urbanisés du bourg et des deux hameaux du Breuil et de Sainte-Radegonde, à parts quasiment égales entre densification et extension en continuité du tissu bâti existant ;

Considérant que la commune dispose d'une station d'épuration d'une capacité de 150 équivalent-habitants au fonctionnement correct et présentant une capacité résiduelle d'environ 50 %, permettant le raccordement d'une trentaine de nouvelles habitations ; les autres, soit une vingtaine, devront recourir à une installation d'assainissement individuel conforme à la réglementation contrôlée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;

Considérant qu'hormis la présence, en limite sud-ouest, d'une partie de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique « Forêt de Meilhards », maintenue à l'écart de toute urbanisation, la commune ne possède ni arrêté de protection de biotope, ni site inscrit ou classé, ni site Natura 2000 ; que les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sont identifiés dans le dossier pour être préservés ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Meilhards n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme présenté par la commune de Meilhards (19) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'élaboration du PLU est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 21 juin 2019

Le président de la MRAe
Nouvelle-Aquitaine

Signé

Frédéric DUPIN

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.